

## RÉFORMES, RENOUVELLEMENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL, CODE DES MARCHÉS...

# Décisions en liste d'attente

La deuxième quinzaine du mois en cours sera particulièrement marquée par une intense activité présidentielle. Un déplacement à l'intérieur du pays mercredi prochain pour procéder à l'ouverture officielle de l'année universitaire 2011-2012, cérémonie solennelle d'ouverture de l'année judiciaire le 21 décembre à la Cour suprême et un Conseil des ministres avant le 31 décembre ainsi que la signature de la loi des finances 2012, telles sont les activités prévues dans l'agenda du président de la République.

Deux discours sont son attendus au cours de ces deux activités qui interviennent dans un contexte national marqué par une polémique et des accusations sur le sort réservé aux réformes par l'Assemblée nationale en fin de mandat. Les regards se tourneront vers Laghouat où le président prononcera un discours à travers lequel les observateurs s'attendent à des réponses sur des questions soulevées par la classe politique ces derniers mois.

L'ouverture de l'année universitaire, plus de deux mois après le début des cours dans les facultés, sera l'occasion pour la communauté universitaire de suivre l'allocution du chef de l'Etat et la suite réservée aux différentes revendications exprimées depuis le début de l'année. Une année marquée par de multiples contestations menées par les étudiants concernant le système LMD. Même si certaines doléances ont reçu satisfaction, d'autres restent encore suspendues aux décisions des plus hautes autorités du pays. Ce ne sont pas seulement les étudiants qui mènent dans les campus des actions de protestation mais aussi les professeurs qui militent pour une amélioration de leurs conditions de travail et de leur

situation socioprofessionnelle. D'ailleurs, ce corps ne cesse depuis quelque temps de tirer la sonnette d'alarme sur la dégradation de la situation pédagogique dans les universités. Au-delà du cachet protocolaire de la cérémonie de ce mercredi, c'est la qualité des réponses et des décisions qui seront annoncées qui retiennent l'attention de la famille universitaire.

Une semaine après la visite de Laghouat, le président de la République procédera le mercredi 21 décembre à l'ouverture officielle et solennelle de l'année judiciaire au siège de la Cour suprême. Cette cérémonie, prévue et attendue depuis fin septembre comme il est d'usage, intervient dans un contexte marqué par l'approche de la tenue des procès des accusés impliqués dans les différents scandales économiques qui ont éclaté depuis 2010.

Au cours de cette cérémonie, il est attendu à ce que le chef de l'Etat prononce un discours sur le secteur et les différentes réformes engagées. Ce sera également l'occasion pour lui, en sa qualité de premier magistrat du pays, de donner des orientations et instructions au corps de la justice sur toutes les questions qui concer-



Photo : Samir Sid.

ner ce secteur névralgique. La lutte contre la corruption et les malversations, la mission de présidence des commissions de surveillance des futures élections — mesure nouvellement introduite dans la loi portant régime électoral — et d'autres points pourraient y être abordés.

La décision de confier la surveillance des futurs scrutins aux magistrats se veut comme l'une des garanties de transparence et de fermeté des pouvoirs publics pour crédibiliser ces échéances. Dispositif qui sera complété par d'autres mesures dont celle relative à la venue en nombre important d'observateurs étrangers pour participer à la surveillance des élections. Par ailleurs, il est

utile de souligner que l'ouverture de l'année judiciaire aura lieu quelques jours seulement après la signature par le président de la République du décret portant mise en place de l'Office de répression de la corruption.

Cette structure est la deuxième instance chargée de la lutte contre ce phénomène ravageur après la commission présidée par Brahim Bouzeboudjene. Ces deux instances constituent les instruments du dispositif de lutte contre la corruption mis en place par les pouvoirs publics.

A ces deux activités, il faut ajouter la tenue d'un Conseil des ministres durant les prochains jours pour examiner et adopter certains textes dont le code des

### Mourad Aït Oufella

marchés publics. Des modifications ont été apportées à ce texte lors de la réunion du gouvernement qui s'est tenue il y a quelques jours. Les amendements introduits visent à assurer une meilleure souplesse dans l'examen et les décisions de la commission des marchés. Une forme de décentralisation a été instituée en prévoyant la création de comités d'étude et d'octroi des marchés au niveau des grands départements ministériels (travaux publics, transports, ressources en eau et habitat). C'est la deuxième fois en une année que le code des marchés publics subit des modifications après celles introduites au printemps dernier. Ce Conseil des ministres se tiendra plus de trois mois après celui de septembre consacré à l'adoption des textes portant réformes politiques. Cette réunion sera suivie par la cérémonie de signature de la loi de finances 2012.

S'agissant des lois portant réformes, les textes adoptés seront soumis avant la fin de l'année au Conseil constitutionnel pour examiner leur conformité avec la Constitution. Ce qui retardera peut-être le remplacement des membres dont le mandat s'achève en 2011. Trois membres de cette instance dont le président Bessaih seront remplacés. D'autres changements ne sont pas à exclure au niveau de l'exécutif qui aura la charge d'organiser les futures élections législatives

M. A. O.

## CONFÉRENCE INTERNATIONALE D'«URGENCE» SUR LES GUERRES D'OCCUPATION

# Le plaidoyer de Louisa Hanoune

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), M<sup>me</sup> Louisa Hanoune, a indiqué que l'ingérence humanitaire est un «prélude» au droit des grandes puissances d'intervenir militairement pour organiser le «pillage systématique» des richesses naturelles et des ressources des peuples. Cette déclaration a été faite lors de son intervention à l'ouverture des travaux de la conférence internationale d'«urgence» sur les guerres d'occupation.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - En présence de 235 participants, dont 105 étrangers venus de 42 pays, la secrétaire générale du Parti des travailleurs a considéré que «l'ingérence humanitaire, sous divers prétextes est «le prélude au droit pour les grandes puissances de s'immiscer dans les affaires internes des pays, d'intervenir militairement directement, sous couvert de l'OTAN (...), avec pour objectif d'organiser le pillage systématique des richesses naturelles et ressources des peuples et de garantir de nouveaux marchés aux multinationales».

Organisée conjointement par le Parti des travailleurs et l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), cette conférence, dont les travaux se prolongeront jusqu'au 12 du mois courant, regroupe des responsables politiques et syndicaux, ainsi

que des universitaires et des avocats des pays du Maghreb et du Sahel, en particulier de l'Afrique subsaharienne, des pays dont les gouvernements ont pris part à l'offensive militaire en Libye et des victimes des interventions militaires étrangères.

Cette conférence a été aussi une occasion pour la secrétaire générale du PT d'insister sur la démarche adoptée par les grandes puissances qui œuvrent, a-t-elle relevé, à imposer «davantage de militarisation» sur tous les continents par l'installation de bases militaires étrangères et la multiplication des zones de conflits. «C'est avec l'intervention de l'OTAN qu'a été réalisé le dépeçage de l'ex-Yougoslavie», a-t-elle affirmé, ajoutant que «les blocs économiques, les zones d'exclusion aériennes, le gel des avoirs à l'étranger et autres sanctions qui affament les peuples, détruisent les potentiels économiques, sèment la désolation, sont les préliminaires de la guerre d'occupation».

Rappelant la guerre d'Irak et l'embargo qui a été imposé à ce pays pendant 13 ans et la partition du Soudan en 2010, M<sup>me</sup> Hanoune a estimé : «Désormais, l'ingérence extérieure est un trait dominant dans la situation mondiale et n'exclut aucun domaine et aucun continent, se substituant aux souverainetés populaires et violant les souverainetés nationales.» L'ingérence, a-t-elle encore affirmé, est «l'intervention directe» des grandes puissances pour «manipuler et orienter» les soulèvements popu-



Photo : Samir Sid.

lares afin qu'ils ne remettent pas en cause, selon sa déduction, l'ordre établi, à savoir les «intérêts impérialistes».

«Et en contrariant le cours des processus politiques naturels d'émancipation des peuples, les grandes puissances créent des situations d'impasse et de pourrissement qui provoquent des dérives meurtrières, ouvrant la voie aux interventions militaires étrangères», a-t-elle poursuivi.

Selon la secrétaire générale du PT, l'ingérence dans les affaires internes des pays réside, en outre, dans l'attitude de la pre-

mière puissance mondiale, les Etats-Unis, qui, en «niant» les souverainetés populaires et l'histoire de chaque pays, «décrète que les peuples du Maghreb et du Moyen-Orient doivent s'inspirer du modèle islamique turc». En somme, pour Louisa Hanoune, le message des grandes puissances qui «prétendent diriger le monde» est qu'«aucune nation n'est à l'abri», s'interrogeant s'il n'existait pas un processus d'«afghanisation» de plusieurs pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

A. B.